



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Toulouse, le 21/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CEMEX GRANULATS SUD OUEST

13 rue des lacs
CS25114
31151 Fenouillet

Références : 2025/507
Code AIOT : 0006800581

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2025 dans l'établissement CEMEX GRANULATS SUD OUEST implanté La Fibat 31390 Salles-sur-Garonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle inopiné

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEMEX GRANULATS SUD OUEST
- La Fibat 31390 Salles-sur-Garonne
- Code AIOT : 0006800581
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de cette carrière alluvionnaire a été autorisée par arrêté préfectoral du 31 décembre 2020 pour une durée de 15 ans. D'une superficie de 110ha dont 62ha pour l'exploitation, la production annuelle maximale autorisée est de 800kt et 600kt en moyenne. Elle abrite une installation de traitement des matériaux et une aire de transit.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Admission et procédure acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3 et 7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Interdiction d'accès en dehors des heures d'activité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 13	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection considère que le choix de mettre en place un circuit d'acceptation dédié au chantier du métro est une bonne pratique.

Toutefois, la visite d'inspection met en évidence:

- la nécessité de trier les matériaux recyclables, de bien vérifier leur origine et l'adéquation du code déchets;
- la nécessité de disposer d'analyses pour vérifier les caractéristiques physico-chimiques de déchargement présentant une siccité douteuse;
- la nécessité de contrôler l'accès entre la carrière et la zone de remblaiement pour les déchets du chantier du métro;

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Admission et procédure acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3 et 7
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Prescription contrôlée : Article 3 L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur

la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;
- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.

Article 7

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

Constats :

Sur le site de cette carrière, s'agissant de l'acceptation des inertes extérieurs à l'activité d'exploitation, le carrier a défini 2 zones géographiques distinctes suivant la provenance des déchets: déchets issus du chantier du métro et autres.

L'inspection des installations classées a vérifié les modes opératoires retenus pour ces 2 zones.

Pour les déchets dont l'origine est qualifiée de autres, pas de manquement notable constaté.

Le circuit d'acceptation des déchets extérieurs issus du chantier de la ligne 3 du métro toulousain a été mis en service la semaine précédente la visite.

L'inspection des installations classées a constaté l'absence de contrôle visuel des chargements en entrée de site, un personnel dédié au contrôle en zones de déchargement insuffisant au regard du rythme des rotations des camions et un niveau de formation pour ce contrôle perfectible.

In situ sur l'emprise géographique réservée aux déchets du métro, l'inspection a constaté la présence de déchargements comprenant des bitumineux et des bétons, et des chargements avec une présence de poudre blanche et une siccité douteuse au regard du seuil de 30%.

Il a été décidé de mettre en défend l'ensemble de ces chargements le temps d'effectuer divers contrôles notamment de traçabilité et leur caractère inerte.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le fait de séparer les zones de remblaiement suivant leur origine est louable, permet d'accroître la traçabilité, seulement il ne dédouane pas l'exploitant de ses obligations. Il convient de préciser que la fréquence soutenue observée relative aux rotations de camions est peu courante en carrières.

Suite aux constats partagés avec l'inspection, dès le lendemain de la visite, l'exploitant a pris l'initiative de renforcer le personnel en charge de l'accueil au déchargement des déchets du chantier du métro, et a diligenté une formation complémentaire pour cette activité.

En date du 1er octobre, l'exploitant justifiait de la mise en œuvre d'une caméra au niveau de la

<p>bascule pour contrôler à leur entrée les chargements.</p> <p>L'exploitant a donc corrigé ces manquements à la date de rédaction du présent rapport.</p> <p>Vérifications faites, les lots qui abritaient des bitumineux et des bétons ne provenaient pas du chantier du métro, mais d'un chantier de voirie voisin, avec comme source de confusion supplémentaire, une entité rattachée à la même société en charge d'une partie des déchets du métro.</p> <p>Préalablement à leur valorisation, ces lots devront être triés et il appartient à l'exploitant d'être plus vigilant sur l'origine géographique des déchets inertes extérieurs.</p> <p>Pour les lots présentant une siccité douteuse en présence d'une substance blanche (pouvant correspondre à de la chaux), des prélèvements pour analyses ont été réalisés le jour de la visite et des complémentaires 5j après.</p> <p>Dans l'attente du résultat de toutes ces analyses, ces lots demeurent en défend.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Interdiction d'accès en dehors des heures d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction d'accès en dehors des heures d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p> <p>L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site de la carrière abrite différentes zones géographiques composées principalement de l'exploitation et de la remise en état.</p> <p>L'accès entre la zone dédiée à l'acceptation des déchets extérieurs issus du chantier du métro et la zone qui abrite la bascule ne fait l'objet d'aucun contrôle en heures ouvrables.</p> <p>Hors heures ouvrables, cet accès est interdit par une barrière.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de justifier du contrôle de cet accès en heures ouvrables.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois